

Nous n'avons aucune décision à prendre en ce qui concerne la neutralité, les zones dépourvues d'armes nucléaires ou d'autres choses de ce genre. Nous sommes véritablement pris dans le conflit entre l'Union Soviétique et les États-Unis. Tout ce que nous pouvons faire, c'est choisir notre camp. Nous l'avons choisi; nous avons choisi la démocratie. J'espère que jamais notre pays n'estimera qu'il ne peut plus faire confiance à la démocratie et qu'il se fie davantage aux dictateurs, même si nous ne sommes pas toujours d'accord avec le président que nos alliés élisent par vote secret. Car, malgré tout, il s'agit d'un vote secret dans une véritable démocratie; c'est notre allié le plus naturel et nous devons lui rester fidèle.

Il serait malvenu que le Canada déclare qu'il a l'intention de devenir une zone dépourvue d'armes nucléaires, car il nous serait impossible de faire appliquer une telle décision. Si nous cherchions à la faire appliquer nous-mêmes, nous nous rendrions compte que le traitement que l'Union Soviétique inflige à la Suède n'est rien par rapport à ce qu'elle nous imposerait.

La deuxième conséquence de ce projet de loi, si nous l'adoptions, concernerait nos relations avec nos alliés de l'OTAN. Je ne sais pas si l'auteur du projet de loi sait que, chaque année, les forces militaires de nos alliés de l'OTAN s'entraînent au Canada, en particulier à Wainwright, en Alberta. L'armée britannique s'entraîne à Suffield; l'armée allemande s'entraîne à Shilo, au Manitoba; et les forces aériennes de tous nos alliés de l'OTAN s'entraînent à partir de Goose Bay, au Labrador. A Shilo, au Manitoba, l'entraînement porte surtout sur l'utilisation des chars, mais une partie est consacrée à l'utilisation d'obusiers de 155 millimètres conçus pour envoyer des obus et des armes nucléaires tactiques au cas où les pays du Pacte de Varsovie lanceraient une attaque générale de blindés contre l'Allemagne de l'Ouest. Les armées alliées ont le matériel voulu et elles s'entraînent au Canada pour lancer des armes nucléaires tactiques avec ces obusiers pour se défendre contre une attaque de blindés. C'est la politique de l'OTAN depuis 1954. Cette politique vise à faire en sorte que les Soviétiques n'envisagent même pas la possibilité d'une telle attaque. Ils disposent de 40,000 chars alors que les pays de l'OTAN n'en ont qu'une dizaine de milliers.

Que ce soit sage ou pas, l'OTAN a décidé en 1954 de décourager les Soviétiques d'envisager de lancer une attaque contre l'Ouest en faisant savoir qu'elle répondrait à une attaque d'envergure des pays d'Europe de l'Est en se servant de toutes ses armes, même des armes nucléaires. Il n'y a pas eu de guerre en Europe depuis l'adoption de cette politique. Il n'y a eu aucune attaque ni menace d'attaque. Par ailleurs, cela a permis aux pays d'Europe de l'Ouest en particulier, mais également au Canada, de se contenter d'un budget militaire modeste par rapport à ce qui aurait été nécessaire sans les armes nucléaires. Autrement dit, si l'OTAN n'avait pas décidé, en s'en donnant les moyens, de décourager les pays d'Europe de l'Est en annonçant qu'elle se servirait de toutes ses forces, y compris des armes nucléaires, les pays de l'OTAN auraient dû renforcer considérablement leurs armements classiques pour obtenir le même résultat. Il leur en aurait coûté beaucoup plus cher. Ces sommes auraient été dépensées au détriment des programmes sociaux, du développement industriel et de bien d'autres programmes qui, au lieu de favoriser la fabrication d'armes, ont servi à améliorer le niveau de vie et la qualité de la vie des habitants de l'Europe de l'Ouest.

Zone sans arme nucléaire—Loi

• (1730)

Si l'on veut vraiment obtenir un effet dissuasif, si l'adversaire sent qu'il s'expose à de terribles représailles, il doit utiliser des armes dissuasives. C'est ce qui se passe chaque année à Shilo, au Manitoba. Les soldats s'exercent avec des obusiers, ils se servent de fausses armes nucléaires. A Goose Bay, au Labrador, on simule toute l'année des attaques aériennes en se servant de différents missiles dont certains sont munis de fausses ogives nucléaires. J'ignore ce que deviendraient nos ententes si nous adoptions ce projet de loi. Il faudrait probablement mettre un terme à toute cette activité.

Que deviendraient alors nos relations avec l'OTAN? J'ignore si le NPD en parle encore, mais il voulait autrefois que le Canada se retire complètement de l'OTAN. Pour cela, il faut se protéger soi-même, ce qui serait terriblement coûteux, ou ne pas se protéger en abandonnant alors sa souveraineté et son indépendance. Nous risquons de renoncer à des portions importantes du territoire canadien, sans parler de la perte de dignité personnelle et d'un tas d'autres choses. La neutralité qui découle de cette initiative n'est tout simplement pas une solution pour le Canada.

Il y a ensuite la question de notre entente NORAD, entente sur la défense aérienne en Amérique du Nord que nous avons conclue avec les États-Unis. Il y a tous les jours des bombardiers SAC dans le ciel. Des bombardiers B-52 sont dans le ciel pour dissuader les Soviétiques de lancer une attaque aérienne contre le Canada. Certains bombardiers SAC sont munis de missiles de croisière à ogive nucléaire. De toute façon, ils sont conçus pour cela. D'après ce projet de loi, les bombardiers SAC ne pourraient plus survoler le territoire canadien. Autrement dit, nous ne pourrions pas faire partie du NORAD. Je demande au député de songer au coût . . .

M. Waddell: Ils sont dépassés.

M. Andre: Le député dit qu'ils sont dépassés. Il ignore que les bombardiers modernes ne lâchent pas des bombes classiques. Les bombardiers transportent des missiles jusqu'à proximité de leur cible et ils les lancent de là. Le député pense aux bombes classiques qui sont dépassées depuis 20 ou 30 ans.

Au mieux, c'est faire un geste gratuit que de déclarer que le Canada devrait être une zone sans arme nucléaire. La situation géopolitique du Canada est telle que nous ne pouvons pas faire appliquer un tel programme, alors pourquoi faire un geste stupide, gratuit? Au pire, c'est un signal lancé pour signaler au reste du monde que nous nous retirons de l'alliance occidentale, que nous ne sommes plus alliés des démocraties occidentales, que nous adoptons une attitude qui ne tient pas compte du tout de 110 ans d'histoire, du désir fondamental des Canadiens de protéger et de nourrir les démocraties de n'importe quel pays et de s'allier à ces démocraties.

Je demande aux députés du Nouveau parti démocratique de songer à la nature du conflit entre l'Est et l'Ouest. On se demande en fin de compte si les particuliers seront respectés, si les démocraties ou les régimes dictatoriaux l'emportent. En voulant se retirer et refuser de participer et de s'allier aux démocraties, on va à l'encontre de notre nature; mes collègues et moi trouvons cette idée répugnante.